Bref retour en arrière : les haciendas dans leur gloire, Veracruz, golfe du Mexique

Jean-Yves MARCHAL*

INTRODUCTION

Il serait une fois une société qui ne se remettrait pas du choc de la conquête. Il y eut un soir : 1520. Il y eut un matin porteur d'un accord culturel entre Espagnols et Indiens. Cinq siècles plus tard, l'accord n'est pas complet. L'immense majorité métisse porte en elle la contradiction. Est-elle blanche; est-elle indienne? Elle se voudrait blanche, du côté de ceux qui ont toujours commandé, mais elle garde en elle l'indien blessé, humilié, exploité. Il se pourrait aussi que cette situation repose en partie sur le type d'appropriation de la terre, des structures productives et de l'exploitation de la main-d'œuvre qui a perduré jusqu'à la révolution de 1910. Nous sommes au Mexique.

Malgré le réaménagement foncier provoqué par une réforme agraire, le modèle de la grande exploitation agricole, capitaliste et (donc?) rentable, hante les esprits, d'autant plus que le Mexique veut s'allier, aujourd'hui, à ses voisins du nord (États-Unis et Canada) par un traité de libre-échange. Après quelques décennies d'assistance technique et financière de la campagne, il est de plus en plus question de compétitivité dans le domaine de la production agricole. En conséquence, les détenteurs de terre et de capitaux refont surface, bénis par l'actuel gouvernement du président Salinas de Gortari.

Qu'en était-il, il y a un siècle, dans les régions les plus productives, lorsque les propriétaires d'haciendas bénéficiaient du soutien politique? Pour répondre à cette question bruissante d'actualité, une

^{*} Géographe, Orstom, 213, rue La Fayette, 75480 Paris cedex 10.

approche du « système hacienda » de la fin du xixe siècle au début du xxe siècle est tentée, avec les risques que cette réhabilitation comporte.

Voilà sans doute une étrange manière de rapprocher les siècles, mais, peut-être, inclue-t-elle quelque chose de vrai.

Les territoires conquis ont été contrôlés, parcellisés et exploités tandis que leur population était soumise et administrée par la croix et l'épée. C'est une vieille histoire dont les traces sont encore visibles. La guerre d'indépendance (1821) n'a pas effacé le système d'exploitation colonial et la « révolution de 1910 » — la première du monde moderne — a certes abouti au fractionnement des haciendas sans, toutefois, que les anciens propriétaires, les hacendados, disparaissent tout à fait des campagnes. Si les peones de jadis portent aujourd'hui (pas tous) le nom d'ejidatarios: gens des ejidos, unités de dotation de terres de la réforme agraire, il n'empêche qu'ils restent souvent dépendants, par un salaire et pour leur survie, de leurs voisins: « petits propriétaires », agriculteurs ou rancheros, héritiers des hacendados.

SYSTÈME DUR ET DURABLE

Le droit à la terre demeure un problème profond, débattu chaque jour dans les journaux. La vie politique tourne autour.

Il y a de cela bien longtemps, les unités de peuplement indiennes ont été fragmentées et réorganisées en « villages têtes » (cabeceras, chefs-lieux) et hameaux dépendants, les uns et les autres changeant de statut au fil des décennies, au gré de l'installation progressive des infrastructures politique, privée et religieuse. Selon la situation géographique d'un village par rapport à l'activité d'une voie commerçante, éphémère ou durable, en fonction de la présence ou de l'absence d'une église, d'un marché, ou de la taille variable de la population, de nouvelles localités sont apparues, des chefs-lieux sont devenus villes, de simples hameaux ont été promus au rang de centres municipaux pendant que d'autres étaient abandonnés.

Ces relations complexes, internes au réseau de peuplement, ont été dépendantes de plusieurs systèmes de gestion du territoire et d'exploitation des habitants, qui se recouvraient les uns les autres. D'abord, sous prétexte du tribut, faire livrer par les communautés grains, coton, cacao, sel, poissons, produits artisanaux, puis leur imposer l'équivalent de ce règlement en espèces. Ensuite, développer les biens et techniques importés : essentiellement canne à sucre et élevage, puis installer moulins et fabriques en des lieux où les

coloniaux avaient rassemblé la main-d'œuvre : encomiendas puis haciendas. Cette dernière appellation apparaît au début du xvir siècle, une fois disparues les encomiendas, dans le cadre d'une nouvelle réorganisation du peuplement, restée à peu près valable jusqu'à ce jour et distinguant trois catégories de localités : les pueblos formés d'un minimum de quatre quartiers groupés autour d'une église et relevant de la Couronne (à l'époque) puis haciendas et ranchos, dans l'ordre décroissant de leur importance, qui relevaient du privé. Cependant, les privés portaient titres de noblesse et servaient la Couronne. Tout était donc contrôlé, terres et habitants dans le cadre d'un système colonial, décrit dans des centaines de livres. N'insistons pas davantage.

L'encomienda avait d'abord eu pour fonction d'attribuer des groupes d'Indiens à des privilégiés qui avaient consigne de lever tribut et droit de faire travailler pour leur compte ceux qui leur étaient délégués. Légalement, les Indiens n'étaient pas leur propriété et la terre n'était concédée qu'en usufruit. Il se constitua, néanmoins, une aristocratie héréditaire d'encomenderos que les vice-rois, appliquant les ordres de Madrid, s'épuisèrent à combattre.

Ils ne parvinrent jamais à faire disparaître de la carte ce mode de contrôle foncier car une nouvelle classe sociale apparut, venant se substituer à la première : celle des hacendados. Ceux-ci, nobles ou religieux de haut rang, liés aux mêmes grandes familles que les précédents, se développèrent graduellement sur un siècle comme forces privées échappant peu à peu à la juridiction royale. Ils achetèrent ce qui, auparavant, était attribué; voilà toute la différence. Leurs domaines devinrent des unités de production autonomes fournissant des excédents vendus aux villages proches puis aux villes en cours de croissance et prodiguant, donc, des rentes.

Cela étant et malgré la froideur des relations d'archives publiques et privées, débordantes de comptabilité, on discerne, içi et là, le désemparement des autochtones face à la perte de leurs terres et aux impositions auxquelles ils furent soumis, tant de la part des ordres religieux, de la couronne et de la kyrielle de ses représentants locaux, que des détenteurs d'encomiendas puis d'haciendas. Ils survécurent; le métissage s'en mêla; ils contestent toujours.

Dans ce tableau peint à gros pinceaux, pour résumer les faits, nous souhaitons ouvrir une fenêtre sur le « système-hacienda » tel qu'il apparaît à la fin de sa longue durée, juste avant que n'éclate la révolution. Si celle-ci a eu lieu, c'est qu'il y avait usure du système et donc développement d'injustices sociales de plus en plus insupportables. Mais l'hacienda, considérée sous sa forme productive (entendonsnous bien : sous sa forme productive) mérite quelque attention, après

646 Jean-Yves MARCHAL

les cinquante dernières années données, en priorité, à la réforme agraire et au développement du « minifundisme ».

Dans le déroulement des siècles, faisons un retour en arrière : arrêtons-nous aux années 1870-1910, qui correspondent, à quelques années près, au régime de Porfirio Díaz, pour juger de l'évolution économique acquise, en cette période, par ce mode d'exploitation agricole. Il s'agit d'un essai, calé sur un temps déterminé et venant faire contre-poids aux généralités émises sur les haciendas, notamment leur immobilisme. Notre fenêtre s'ouvre sur l'État du Veracruz, dans le golfe du Mexique (1).

CHUCHOTEMENTS DU PASSÉ

On s'imagine les haciendas mexicaines comme Eisenstein et les metteurs en scène des années cinquante les ont fixées sur la pellicule. Un bloc rouge-ocre, bas et massif, posé dans une plaine bornée de collines rocailleuses à végétation d'épineux. Le soleil tombe à pic pour écraser l'ensemble. Dans le fond, apparaît un troupeau soulevant la poussière, encadré de *vaqueros*.

La caméra se déplace : zoom sur l'hacienda

Dans la cour de sable, rectangulaire, aveuglante de lumière, aucune vie. C'est à l'ombre des arcades, qui desservent chambres, salles de réception et magasins, que l'activité bruisse, doucement. Les serviteurs y travaillent. Une femme, robe longue et noire, s'en détache, pour emplir une cruche à la grande fontaine centrale.

Pour le Veracruz, au milieu des caféiers ombragés et des champs de canne à sucre cernés de bois épais, sur lesquels plane souvent la brume, le cliché précédent n'a plus cours. Autour de Xalapa, il faut chercher les cascos (anciens bâtiments d'exploitation et de résidence) dans un paysage tout de vert. Ils sont souvent situés dans un fouillis d'arbres que surmonte la cheminée d'une sucrerie en ruine. Les toits sont effondrés. La marque du pouvoir s'est éteinte. Hauts murs des fabriques et portiques classiques des résidences isolés au milieu de décombres laissent deviner de beaux ensembles. Ce qui était construction fermée est devenue architecture ouverte, ruine ajourée. Une grande arche se découpe sur le ciel.

⁽¹⁾ Dans les paragraphes qui suivent, des parties sont empruntées à plusieurs documents remis, pour leur ouvrage, à CAMBREZY et LASCURAIN RANGEL (1991).

Il arrive que des cascos aient été conservés et aménagés en lots résidentiels ou en hôtels. Parfois encore, la partie industrielle est toujours occupée et les aqueducs qui y mènent, sont entretenus; les moulins à sucre ont laissé place à quelques ateliers de tôlerie. Il se peut, enfin, que l'aire productrice soit utilisée comme auparavant : emmagasinement des cannes et des cerises de café, traitement sur place de ces produits et évacuation par l'ancienne voie de chemin de fer maintenue en état. Attenantes à ces bâtiments, les anciennes résidences, aux mains des héritiers d'hacendados, sont habitées. Personnel de service et employés de l'atelier voisin utilisent, tout comme avant, les anciennes chambres ou maisons qu'occupaient naguère les gens de même condition. Dans ce cas, deux mondes dépendant l'un de l'autre continuent à vivre côte à côte.

Dans le paysage, ce type de constructions se présente comme une signature de la richesse passée. Et c'est contre ce signe affiché parfois avec grandeur, souvent plus discrètement, que se sont tournées les revendications agraires dans le Veracruz, au cours des années vingt.

SUIVRE L'ÉPOQUE

L'abondance des études concernant les haciendas mexicaines nous conduit à la modestie. Notre propos se bornera donc, en faisant référence aux ouvrages publiés, à ouvrir une réflexion. Pour commencer, jeter un regard sur les pays qui apparaissaient, en cette seconde moitié du XIX^e siècle, comme des modèles à copier.

Les Républiques américaines au sud des États-Unis, et plus spécialement l'Argentine et le Brésil, ont sans doute été les pays indépendants où l'expansion intellectuelle de l'Europe s'est, entre 1850 et 1914, manifestée le plus ouvertement. Elle y a été favorisée par l'ouverture de nombreuses grandes écoles, de fondation ou d'inspiration européenne, par les voyages fréquents que les élites de ces pays ont accomplis dans les pays européens [...]. On retiendra la faveur dont les idées "positivistes " ont joui chez les classes dirigeantes du Brésil. La devise même que cet État a adopté en 1891 : " Ordre et progrès " a été directement empruntée à l'un des fondateurs du positivisme, le philosophe français Auguste Comte. (ISAAC, 1961 : 416-417).

De cette citation, on déduit que l'exemple mexicain a appartenu au mouvement général des idées et des échanges de l'époque. En tout cas, « Ordre et Progrès » n'est pas un thème propre à Porfirio Díaz, bien que son gouvernement l'ait affiché, pas plus que d'importer des locomotives américaines ou transformer les paysans en main-d'œuvre industrielle pas chère, serait le fait des seules idées du président-dictateur et de ses ministres. Partout, en ce moment, les campagnes

fournissent les premiers contingents d'ouvriers aux villes. Mexique ou Veracruz n'en sont qu'exemples. Europe et États-Unis, en pleine expansion, exportent leurs « savoir-faire », leurs modèles politiques, leurs façons de penser (avec une bonne dose de libéralisme), ainsi que leurs modes de vie citadine. Le Mexique moderne qui se profile dans ces années se place, comme d'autres pays « neufs », dans leur aire d'influence économique, idéologique et culturelle.

D'ailleurs, il ne faudrait pas oublier, d'une part, que l'indépendance politique des anciennes colonies de l'Espagne et du Portugal ne signifiait pas pour autant l'indépendance culturelle et économique et, d'autre part, qu'un président des États-Unis nommé James Monroe avait, en 1823, avancé sous forme de doctrine que le continent américain était aux mains des Américains, c'est-à-dire des États-Unis. Le Mexique ne pouvait donc échapper, aussi indépendant fût-il, à l'influence des uns et des autres.

Dans ces conditions, dire que le gouvernement de Porfirio Díaz a favorisé la création de *latifundios* où les paysans ont trouvé des emplois serviles, c'est se tromper d'époque et simplifier la réalité d'alors.

En matière de progrès agricole, la théorie dominante voulait que l'on dispose d'un capital important pour produire sur de grandes superficies. Il ne s'agissait pas encore partout d'intensifier (au sens de produire plus à l'unité de surface; les engrais chimiques n'étant pas commercialisés) mais d'essayer de produire mieux et en grand, grâce au machinisme agricole qui était en train de se perfectionner. C'est ce type de progrès agricole qui se développe au Mexique.

LA GRANDE PROPRIÉTÉ

Le débat, entre la petite et la grande propriété, reste ouvert comme le prouvent, depuis lors, les réformes agraires qui ont favorisé, à l'inverse de la grande exploitation, le partage des terres et le minifundisme. Mais le XIX^e siècle n'était pas à l'heure des réformes agraristes; c'est le moins que l'on puisse dire. Le progrès agricole ne pouvait se concevoir indépendamment de la concentration de la propriété. L'Europe occidentale, moderne, montrait l'exemple. Et pour commencer, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.

La Grande Bretagne du libre-échange (1846), venue renforcer l'évolution déjà amorcée au xviii siècle, ce royaume parlementaire des usines de laine et de coton, des mines de fer et de charbon, des grandes sociétés bancaires et de la plus grande flotte marchande de

l'époque, est aussi le pays de l'accroissement de la production du blé, de la suppression de la jachère, du développement des plantes fourragères et du drainage accéléré des zones marécageuses.

Ces innovations se révélaient incompatibles avec le maintien du droit de vaine pâture et des communaux villageois. Les grands propriétaires soucieux d'appliquer, sur leur domaine, les nouveautés agronomiques ont alors clôturé leurs champs, se sont appropriés les communaux et ont contraint les petits cultivateurs à vendre leurs terres. Ainsi s'explique la concentration de la propriété en Grande Bretagne, dès le xviiie siècle et plus encore au xixe siècle, et l'élimination de nombreux petits propriétaires, qui sont tombés au rang de fermiers, voire de simples employés des grands domaines. Beaucoup d'entre eux ont quitté leurs villages et ont contribué à la formation du prolétariat urbain.

Pour prendre d'autres cas, signalons que la France n'est pas restée à l'écart de la confortation des domaines agricoles, malgré les idées révolutionnaires de 1789, 1830, 1848 et de 1870. De grandes exploitations se sont constituées, sur les plateaux céréaliers, qui emploient la main-d'œuvre des villages proches. Pour sa part, l'Espagne a connu, avant le Mexique, les lois de desamortización (mise en vente des biens de main-morte) et d'appropriation des baldios (terrains reconnus vacants), ce qui a favorisé, dès 1799 puis en 1820, mais surtout entre 1836 et 1875, l'émergence d'une bourgeoisie agraire, classe d'entrepreneurs agricoles gagnés par les idées du Positivisme.

Laissons à part les immenses propriétés des « junkers » prussiens, celles des « Grands » de Pologne, des princes du Royaume d'Autriche-Hongrie et, *a fortiori*, les domaines céréaliers contrôlés par la noblesse russe, car ces exemples relèvent d'un monde où les idées « progressistes » ne sont pas encore à l'ordre du jour.

Que notre propos soit clairement entendu. Pour comprendre le « système hacienda », nous tentons de le relativiser en le situant dans son temps. Nous n'apportons aucun jugement de valeur sur la transformation ou sur la consolidation des caractères prédominants d'une agriculture entre les mains de grands possédants qui se présentent comme des « gens de progrès ». Nous nous bornons à rapporter les faits analysés par Kautsky (1900). De l'Angleterre ou de l'Espagne, jusqu'en Argentine ou jusqu'au Brésil, en passant par les plantations du sud des États-Unis et les haciendas mexicaines, les lois économiques étaient les mêmes et les moyens de mise en valeur agricole identiques. Il ne servirait à rien d'insister davantage car, en cette fin de xx° siècle, n'en va-t-il pas de même un peu partout dans le monde? Porfirio Díaz, son équipe gouvernementale et les proches

650 Jean-Yves MARCHAL

de sa politique n'étaient pas en retard. En tout cas, s'il y a procès, ce n'est pas celui à leur intenter.

Il est vrai que d'autres modèles agricoles existaient aussi à la même époque comme, aux États-Unis, celui d'une classe de farmers, développée dans l'est de la fédération et en train de se propager à l'ouest, de même que certains bastions de petites propriétaires en Europe, la condition des uns et des autres n'étant, d'ailleurs, nullement comparable. Retenons seulement que les gens de cette catégorie vivaient davantage d'autoconsommation que d'échanges et que, lorsque tel n'était pas le cas, dépendaient de plus gros qu'eux pour l'utilisation du matériel agricole, le stockage des récoltes et les emprunts effectués auprès des banques.

L'UNITÉ AGRO-INDUSTRIELLE

Au milieu du XIX° siècle, au Mexique et, plus précisément, dans le Centre-Veracruz, on n'en était plus à l'hacienda tant décrite dans une volumineuse littérature : celle d'une monoculture, de canne à sucre de préférence (CHAVEZ-HITA, 1987), liée peu ou prou à l'élevage extensif de bovins, le tout géré par un propriétaire vivant en ville, pour ne pas dire absentéiste, et touchant les rentes de sa propriété sans trop savoir pourquoi ni comment (BAEZ LANDA, 1982).

La grande production extensive de canne à sucre, prédominante au xvır siècle, avait vécu; d'autres produits étaient commercialisés. D'une part, on avait restreint la culture de la canne aux terrains plats, ce qui avait créé des parcelles de 200 à 400 hectares en culture irriguée (qui, du point de vue du suivi technique représentait déjà une performance), pour une production plus élevée à l'hectare et une meilleure rétention en sucre des cannes. Des espaces avaient donc été libérés. D'autre part, le sucre mexicain, jusqu'alors exporté en grande partie, subissait la crise économique (1875-1895) et avait du mal à s'écouler sur le marché européen. Pour ces deux raisons majeures et depuis les dernières décennies du xvııı siècle, les cultures s'étaient diversifiées. De même, l'élevage bovin, ancienne spécialité du nord de l'État de Veracruz, avait gagné l'ensemble de la plaine côtière puis remonté sur le piémont de la Sierra Oriental.

Un peu partout dans le Veracruz, on rencontrait donc tabac, coton, bananes, oranges et café associés au maïs, à la canne à sucre et à l'élevage, sans parler de la petite horticulture. Les haciendas misaient sur la polyculture, jusques et y compris celles de l'altiplano, pourtant fortement marquées par la production céréalière. Le maguey (cactus)

s'y développe pour la commercialisation du pulque (boisson alcoolisée), activée par le chemin de fer (évacuation vers les villes), et différents types d'élevage y prennent place. Aux côtés des bœufs et des mules, on rencontre les vaches laitières en étables pour le lait et le fromage, les porcs ainsi que les moutons et les chèvres. Cet élevage n'est plus extensif; plusieurs fois dans l'année, des marchands de la ville (consommatrice de viande) viennent à l'hacienda, acheter le bétail. Ce sont alors de longs troupeaux, qui traversent la campagne en soulevant la poussière.

Mais, pour les autres produits, le propriétaire cherche à écouler sans intermédiaire. Le chemin de fer et le télégraphe, qui passent non loin de son hacienda ou bien la desservent directement, viennent en appui de la décision. S'il exporte le blé, le café ou le sucre et, plus au nord, la vanille, il est en correspondance avec les courtiers du port de Veracruz qui lui répercutent les cours du marché étranger. S'il écoule son avoine ou son orge dans les régions voisines de Tlaxcala, Puebla ou Mexico, il est informé du moment propice pour le faire et il stocke à l'occasion plusieurs mois avant de vendre.

De fait, la grande propriété bascule dans la loi du marché et l'hacendado est, non seulement agriculteur, mais devient, la plupart du temps, entrepreneur agro-industriel. Il n'est plus question d'archaïsme.

Et parce que la campagne se peuple et que la demande de terre s'amplifie, l'heure n'est plus au renforcement du patrimoine foncier. L'hacienda est devenue une unité productrice et la terre, un support; éventuellement, un moyen d'échange. D'ailleurs, le gros du patrimoine foncier est déjà constitué, soit depuis le xvII^e siècle pour les grandes familles, soit depuis la fin du xvIII° siècle pour l'ensemble. Quelques propriétaires ont bien profité des lois de desamortización (juin 1856) puis de celles de nationalisation des biens du clergé (juillet 1859), qui ont ouvert un immense marché foncier. Ensuite (1883), il y eut les lois portant sur les terres vacantes, qui accordaient aux compagnies chargées de l'arpentage le tiers des superficies mesurées, les deux autres tiers revenant au gouvernement fédéral avec, toutefois, des facilités pour les lui racheter. Dans le Centre-Veracruz, ces lois n'ont affecté que les terres hautes des « sierras », peu cultivables. Leur effet a été à peu près nul dans les terres basses et planes, mises en valeur depuis longtemps, où la terre s'échange.

L'heure est plutôt au réaménagement foncier pour des raisons de rentabilité et de suivis techniques, quitte à ce que le découpage se fasse en famille. Nombre de propriétaires fragmentent leur possession pour laisser à leur fils, avant l'héritage, un droit sur une partie de l'hacienda, pour donner de la terre aux habitants des villages qui fournissent la main-d'œuvre (fermage ou vente), ou encore (parce qu'ils ont besoin d'argent) pour céder des parcelles aux nouveaux

venus sur le marché, ceux que l'on appelle désormais les *rancheros*; ces gens qui, en « modèle réduit », reconstituent des haciendas, à la différence près qu'avec leur famille ils s'investissent, plus que les *hacendados*, dans le travail de la terre, même s'ils font appel, comme l'exemple leur est donné, à l'appui d'une main-d'œuvre extérieure (Meyer, 1986; Skerritt Gardner, 1989; Bracamonte et Sosa, 1990).

Diviser sa propriété ne signifie pas abandonner son pouvoir local. Rancheros et campesinos enrichis (il y en a) dépendent de l'hacendado voisin, pour le réseau de crédit bancaire, la place disponible dans ses magasins, après récolte, ou pour les trains de mules et attelages dont il dispose et qu'il prête, moyennant accord. Parfois, les voisins regroupent leur récolte avec la sienne pour l'évacuation par chemin de fer.

S'il est évident que ce sont les grands propriétaires qui « font » le marché foncier, ils ne sont donc plus les seuls. Des commerçants s'infiltrent dans la structure foncière en place, achètent et revendent, se font spéculateurs, jouant sur les hypothèques qu'engagent les « grands ». Car, pour acquérir le matériel agricole moderne et les trains de mules et de chevaux que ce matériel nécessite (le tracteur n'est pas encore à l'ordre du jour) ou installer des mécaniques d'acier et de fonte dans les vieux bâtiments d'exploitation (équipement des sucreries et des fabriques conditionnant le café, machines à vapeur de tous usages), l'hacendado emprunte, s'endette et, parfois, fait faillite.

« POSITIVEMENT » PROGRESSISTE

L'opinion la mieux partagée fait des hacendados une classe oisive. D'où le sentiment d'un gaspillage économique et d'injustice sociale, bien orchestré par l'idéologie révolutionnaire post-1917, pour justifier le partage de la terre. Comme si, l'hacienda était, par définition, contraire au progrès. On a, parfois, cassé des unités de production rentables pour donner le « droit à la terre ».

L'hacienda du Veracruz, des années 1870-1910, ne peut pas être taxée d'immobilisme. Elle introduit de nouvelles techniques de travail du sol, vend et achète; se branche sur le nouveau réseau de chemin de fer; elle s'équipe de machines modernes pour apporter une plusvalue à ses productions et introduit de nouvelles races bovines dont elle fait profiter le voisinage. L'hacienda « veracruzana » essaie de vivre au même rythme que les plantations brésiliennes ou les domaines céréaliers de l'Europe; elle les envie; elle ne parvient pas toujours à

atteindre leurs performances mais ne présente pas pour autant des signes de sous-développement.

L'hacienda est une unité de production au sens moderne du terme. Il ne s'agit plus seulement de détenir la terre mais de la faire fructifier. Elle se présente comme une des multiples ramifications du « système monde » de l'époque. Et pour suivre la cadence d'un progrès accéléré, celui qui la gère emprunte mais se modernise; il s'endette mais accroît son capital. Il emboîte le pas des sénateurs-agronomes de France et des gentlemen farmers d'outre-Manche.

Ces propriétaires sont convaincus de la nécessité d'une meilleure organisation du travail et du perfectionnement technique perçu comme l'application des découvertes de la science. L'École nationale d'agriculture de Grignon étant fondée en France (1836), les notables terriens mexicains créèrent la leur (1868) après que leurs « confrères » d'Andalousie avaient fait de même quinze ans plus tôt. Après la charrue polysoc, la batteuse à vapeur commence à être diffusée en Europe en 1859-1860; des modèles sont exposés à l'École d'agriculture de Mexico et à la foire d'Orizaba en 1881. Les concours de moissonneuses mécaniques débutent en Angleterre et en France en 1868-1870; des moissonneuses apparaissent dans l'altiplano de Veracruz au cours des années 1895. Pour ces entrepreneurs, il faut faire vite car un nouveau marché s'ouvre : la population croît en chiffres absolus et la demande urbaine grossit.

Par leurs manières d'agir, rapides, les hacendados bousculent les traditions de la campagne. Peut-on dire qu'ils ont été trop vite, eux que l'on qualifie généralement d'immobilistes?

TENIR LA TERRE : DIVISER POUR RÉGNER

La grande propriété rurale mexicaine de cette fin du XIX^e siècle participe d'une rupture économique car les terres, jusqu'alors soustraites aux lois du marché, par l'Église, les aristocrates et bon nombre de communautés (qui possédaient, elles aussi, des terrains libres), entrent dans l'économie d'échange. Le système foncier, jusqu'alors figé, se débloque, se disloque. Les *latifundios* appartiennent à l'histoire ancienne. Depuis la fin du xvIII^e siècle, ils n'ont fait que se dépecer parce que, précisément, impossibles à gérer « rationnellement » (Bermudez Gorrochotegui, 1987).

Dans ces conditions, dire que les caractères de l'hacienda continuent à reposer sur l'appropriation des ressources naturelles d'une zone (la terre et l'eau) et la domination de la force de travail qui y réside 654 Jean-Yves Marchal

(Wobeser, 1983; Nickel, 1988) n'est ni exact ni suffisant. Car s'assurer les ressources du secteur rural relève d'un souci du xvie et du xvie siècles, lorsque l'encomienda puis l'hacienda se mettent en place (ce qui est donc complètement dépassé à l'époque), tandis que contrôler les marchés à longue distance est une chose nouvelle et bien risquée dans un milieu de concurrence ouvert sur le libre-échange.

Il y a évolution, changement de l'état d'esprit. Ces hacendados ne sont plus tous nobles. Ils ont des capitaux, des origines marchandes ou sont issus de professions libérales. Ils sont instruits, sont dans la pratique des affaires, savent gérer. Ces « décideurs » qui investissent, forment leur main-d'œuvre aux nouvelles pratiques agricoles. Leur patrimoine n'est plus seulement constitué des biens meubles et immeubles mais aussi de leur « savoir-faire » dans la gestion et la fructification du capital (BAZANT, 1975; NICKEL, 1987).

La cohérence de leur exploitation est trop importante pour que le premier héritage venu la fasse éclater. En conséquence, ou bien le père crée une association d'intérêts avec ses fils, déposée devant notaire, quitte à compartimenter l'hacienda, ou bien il privilégie tel ou tel de ses enfants mais, dans ce cas, pour éviter un partage inégalitaire, s'emploie à associer ses autres héritiers directs aux familles possédantes du voisinage, par mariages. Le puzzle foncier se compose, se décompose, se recompose.

On vend et achète; l'important étant de préserver l'unité agroindustrielle.

Croit-on voir une hacienda disparaître, parce que ce sont de nouveaux noms qui sont mentionnés dans les actes notariés? Erreur, il ne s'agit que d'écritures. Pratique complexe, opaque et difficile à déchiffrer quand, en 1991, on procède à une enquête rétrospective en utilisant les documents de la Réforme agraire. Ces anciennes stratégies familiales se démontent quand une héritière accepte d'ouvrir les vieux dossiers.

Dans le cas le plus courant, les enfants qui vont prendre la relève, sont instruits et sont à même, à leur tour, de suivre le progrès, de faire prospérer la part qui leur échoue. Si l'un des fils obtient le diplôme de l'École d'agriculture, c'est parfait. Le père l'associe aussitôt à la gestion de l'exploitation. Et il compartimente les terres en donnant, si possible, à chaque bloc du domaine sa cohérence, son unité géographique. Il découpe l'hacienda de manière que chaque portion soit viable et que celui ou celle qui va la détenir puisse en vivre de façon autonome. Par ce fait, des lieux-dits du domaine deviennent dans les actes notariés et sur les cartes où sont figurées les bornes, ranchos ou fincas (petite ferme), ce qui se traduit par

l'apparition de nouveaux toponymes : El Grande, El Chico (le grand, le petit) qui pourrait laisser croire, à tort, à la fragmentation de l'hacienda, alors qu'il ne s'agit que de « pratiques pré-successorales ». (Moreno Garcia, 1990).

Par tous les moyens juridiques, les positions acquises se transforment mais restent fortes. « Elles s'inscrivent dans l'espace rural pour y établir des totalités cohérentes » (HERAN, 1990 : 19). Les hacendados modèlent la campagne mexicaine actuelle. Ils s'investissent en continuité dans la structure agraire. Les cascos ponctuent le paysage de signes organisateurs de l'espace.

FAIRE-VALOIR DIRECT OU INDIRECT?

Même si le propriétaire n'est pas présent en permanence sur les lieux, doit-on pour autant user du terme absentéisme? Proches de la ville ou bien reliées aux voies de communication, les haciendas sont accessibles et ne posent pas de problème de surveillance. Et, une fois venu le moment des récoltes, le propriétaire séjourne à l'hacienda avec sa famille, de un à trois mois. Il y vient aussi pour la fête du saint patron de la localité. C'est alors que les invitations sont lancées aux proches et que des réjouissances sont offertes à la population, à la résidence. Juarez Martinez (1987) relate, pour l'hacienda San Jose de los Molinos, les pièces pour piano jouées dans le salon, alternant avec les concours de poésies, tandis que le « petit peuple » se réjouit et danse dans le jardin.

Presque toutes les haciendas jouent de manière mobile sur deux secteurs: exploitation directe et indirecte, sans compter les terres en friche. Ces réserves boisées sont, pourtant, des lieux de parcours pastoraux et, en fonction de la demande en bois, peuvent perdre leur qualité de « réserve » et entrer dans l'exploitation directe, avec coupes régulières et reboisement par de nouvelles essences. C'est le cas des haciendas desservies par le chemin de fer, qui fournissent les traverses pour la voie et le bois de chauffe pour les locomotives (GEREZ FERNANDEZ, 1982).

Le secteur d'exploitation directe correspond aux meilleures terres, les plus plates, celles que l'on peut éventuellement irriguer. Ce secteur, qui forme un seul bloc autour du *casco* est placé sous la surveillance directe des administrateurs et travaillé par les équipes de *peones* permanents.

Le second est mis en fermage aux paysans du voisinage qui sont employés saisonnièrement par l'hacendado et ses administrateurs, ou

656 Jean-Yves Marchal

géré par les fils de l'hacendado. Ce secteur ne correspond pas forcément aux terres de plus faibles rendements mais aux ensembles fonciers éloignées du casco. Il est formé d'une addition de différentes « pièces de terre », parfois coupée du premier ensemble par d'autres propriétés.

Les deux secteurs ne sont pas séparés de manière rigide (ce qui provoque ce flou, cette imprécision à l'examen des plans de propriétés). Ils peuvent fusionner un certain temps, être associés de diverses manières selon les options de production choisies par le propriétaire, en fonction de la demande du marché. Par exemple, des champs de maïs, en exploitation indirecte, peuvent être captés, pour quelques années, afin de produire du café, du blé ou de l'avoine en faire-valoir direct. Le maître du lieu décide.

Que l'hacendado réside sur place ou qu'il n'y séjourne que temporairement, la fonction de majordome existe et a, plus que jamais, son importance car il s'agit de produire au mieux, avec l'appui d'une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée, notamment dans la partie industrielle de l'hacienda, quitte à ce qu'elle ne soit pas du lieu. Cano Manilla (1989) témoigne de la vie d'un peón circulant entre les haciendas du Tamaulipas, du Veracruz et de Oaxaca, prouvant ainsi que la mobilité de l'emploi était rendue possible et qu'aux côtés des acasillados (paysans attachés à l'hacienda), une nouvelle catégorie de travailleurs émergeait. Infime, timide, mais dans un marché économique ouvert à la libre concurrence, le marché de l'emploi était en train de s'ouvrir parallèlement. Dans ces conditions, pourquoi continuer à parler exclusivement de « servitude » (Katz, 1980; NICKEL, 1987; Bracamonte y Sosa, 1990)?

On ne peut concevoir un esprit d'entreprise et une absence prolongée sur les lieux mêmes de son entreprise. Présent en permanence ou ne résidant sur l'exploitation que temporairement, l'hacendado suit de près les phases de production de son domaine. Il mécanise les façons agricoles et traite les récoltes avant la vente. Pour ses champs de canne à sucre comme pour ceux de céréales, il se documente sur les nouveaux modèles de charrues, introduit des améliorations dans les jougs, timons et harnais et il achète des herses, qui facilitent l'ouvrage des journaliers et diminuent le coût du travail. Il surveille aussi l'adaptation des nouvelles races animales importées et leur production en lait ou en viande, de même qu'il observe les résultats donnés par les semences sélectionnées achetées aux États-Unis ou outre-Atlantique. Et la formation du paysan aux nouvelles techniques de labour et d'irrigation, ou à la conduite des charrues anglaises, fait partie du programme. L'hacendado a tout intérêt à qualifier son personnel d'exécution; pas tout le personnel mais, dans la hiérarchie descendante, au moins jusqu'aux chefs d'équipe, pour planifier

l'organisation du travail sur l'ensemble du cycle cultural (et pas seulement au moment des « goulots d'étranglement ») ou pour soigner les animaux à l'étable.

Parfois même, le cas est plus rare, le propriétaire et ses administrateurs choisissent parmi les paysans ceux qui pourraient devenir ouvriers dans la partie industrielle de l'exploitation (le *beneficio* de café, l'atelier textile, la fabrication de pains de sucre). Pour celui qui est élu, c'est une promotion; le salaire peut être supérieur à celui offert en ville (Juarez Martinez, 1987).

Toute cette évolution a pour but d'être plus compétitif et d'éviter de recourir aux journaliers qui ne sont pas toujours disponibles au moment des récoltes. Mais aussi certainement par goût de tout ce qui pourrait être utile au progrès, pour lutter contre « le manque d'éducation de la classe agricole » (HERAN, 1990 : 169). Enfin, ces « possédants » du Centre-Veracruz sont fiers de mettre leur canton ou leur région en avant sur la scène nationale ou internationale (qualité du café et du coton, entre autres, primée dans les foires agricoles du sud des États-Unis). Tout cela requiert une attention permanente.

DES CONDITIONS D'EMPLOI SERVILES, VRAIMENT?

Des historiens continuent à écrire que le personnel acasillado des haciendas du Veracruz était tenu sous la férule du maître et que l'emploi des journaliers dépendait des relations, bonnes ou mauvaises, que ceux-ci entretenaient avec les majordomes (BAEZ LANDA, 1982; JUAREZ MARTINEZ, 1987; SKERRITT GARDNER, 1990). Ainsi, disentils, la population des campagnes aurait toujours été soumise aux hacendados.

Cela mérite un examen entrant en résonance avec la question posée plus haut à propos de la « servitude » dans le contexte d'un marché de l'emploi. Progressistes-techniques, les *hacendados* ont-ils été progressistes-sociaux? Dit d'une autre façon : dans le changement radical du progrès technique, les habitants de la campagne sont-ils restés pour compte?

Ce ne sont pas les conditions de travail en soi qui peuvent être qualifiées de pénibles (bien que...). Travailler dans les champs, quel que soit le temps, dix heures par jour, était le lot de tout employé agricole de l'époque. Et, de nos jours, l'exploitant agricole moderne, qu'il soit européen ou mexicain, ne travaille-t-il pas à ce même rythme journalier? Avec ses ouvriers, il termine les journées de

récolte aux phares des machines, ce qui représente quatorze ou quinze heures de travail d'affilée.

Ce ne sont pas, non plus, les salaires qui peuvent être dénoncés comme scandaleux, pour faibles qu'ils aient pu être. On ne peut passer sous silence que, entre 1891 et 1908, le salaire moyen agricole soit passé de 29 centavos par jour à 32, pendant que le prix du maïs augmentait de près de 97 % et celui du haricot, de 64 : les deux produits de base de l'alimentation (Boils, 1982 : 14). Cependant, dans le Veracruz, les salaires n'étaient pas exceptionnellement bas comparativement aux autres États du Mexique. Ceux présentés pour l'hacienda de San Jose de los Molinos (Juarez Martinez, 1987) : du majordome (1 peso par jour), au petit personnel (0,37 peso), en passant par l'artisan ou personnel spécialisé (machiniste, charpentier, ferronnier, maçon, charretier), à 0,62 peso journalier, ne peuvent être qualifiés de « sous-payés » quand on les rapporte, conversion faite en centimes français, aux salaires des employés agricoles du bassin Parisien, en 1870 : 60 centimes pour douze heures de labeur. Dans cette comparaison, et compte tenu des pouvoirs d'achats respectifs (BAZANT, 1975; WEBER, 1976; NICKEL, 1987, 1988; BRACA-MONTE Y Sosa, 1990), on peut ajouter que le paysan du Veracruz s'accommodait de quelques haricots avec ses tortillas quand son homologue français mangeait des tranches de pain sec frotté à l'ail, à la halte de midi, en attendant sa bouillie d'avoine, sa soupe de pommes de terre, ou encore ses châtaignes, pour le soir.

Ce ne sont, ni les conditions de travail ni les salaires qui permettraient d'entrevoir un état de misère affectant particulièrement les campagnes du Centre-Veracruz. Nous continuons à relativiser les faits. De là à dire que les situations entrevues étaient, somme toute, acceptables est autre chose.

D'autant moins que la manière de payer le travail accompli, ou plutôt de ne pas le régler à temps, en laissant courir le solde, en échange de compensations alimentaires journalières ou hebdomadaires, est inacceptable de la part de chefs d'entreprise : « esprits » soi-disant « éclairés ». Tenir les gens sous sa dépendance — et, dans chaque hacienda, il s'agissait de plusieurs dizaines de familles de cinq à dix membres chacune — les tenir avec soi (acasillados) par le truchement d'un salaire rarement payé en espèces, mais compensé par l'octroi d'un habitat (et quel habitat?) et de mesures de grains, de toute façon déduites du compte annuel; cela entre en contradiction avec l'idée de « gens de progrès ».

Le seul progrès qui soit notable est qu'il n'y a plus « servage » dans ce Centre-Veracruz dont nous rendons compte; il n'y a plus de gens asservis à la terre — et donc à l'hacienda — dans un processus sans fin de la dette. La forme archaïque de « servage pour dette »

n'existe plus. De ce fait, théoriquement, l'« exploité » peut quitter l'« exploitant » mais, dans la pratique, son départ peut ne pas s'accompagner du versement du solde. C'est le risque. La liberté passe donc par une porte étroite.

La campagne tout entière n'était pas soumise à ces conditions, quoiqu'il faille se demander — et la comptabilité des heures de travail ainsi que les décomptes des avances faites en nature sont là pour le prouver — s'il était plus risqué d'être habitant « libre » d'un pueblo ou d'une congregación ou bien acasillado d'un grand domaine? D'un côté, cultiver des champs loués et être payé à la tâche quand l'administrateur venait, en voisin, demander un « coup de main » et de l'autre être « paterné » toute l'année (toute sa vie?) avec obligation de corvées collectives (non rémunérées) et absence de jours de repos!

METTRE UN PIED DEVANT L'AUTRE ET RECOMMENCER

Dans ce cœur du Veracruz, bien peuplé, traversé de routes et de voies ferrées, parsemé de villes, en relation avec l'étranger (parfois plus qu'avec Mexico), où de multiples possibilités sont offertes d'un lieu à l'autre, de l'élevage à la culture — et l'éventail est large — et de la culture à la fabrique, tout était réuni pour que des entrepreneurs agricoles, mexicains de longue date ou récemment immigrés, passés par les écoles, puissent faire fructifier leur capital sans exploiter leur main-d'œuvre permanente ou saisonnière de manière inconsidérée. Qu'ailleurs il y ait eu des abus, c'est certain. Les exemples abondent; par exemple, dans les haciendas d'élevage du Nord ou dans l'État voisin de Oaxaca : « fief » de Porfirio Díaz. Là, à El Valle Nacional, les haciendas tabacoles n'étaient autres que des camps concentrationnaires pour prisonniers politiques et de droit commun. Police privée et surveillance armée assurée (Gonzales Sierra, 1987).

Toutefois, de telles situations ne sont guère imaginables dans la région côtière du golfe du Mexique (Acosta Dominguez, 1982; Baez Landa, 1982; Benitez Guevara, 1984; Juarez Martinez, 1987; Skerritt Gardner, 1989). Il est bien possible que le Centre-Veracruz ait été un « phare » du modernisme, au sens où les conditions d'emploi y étaient, somme toute, « correctes », relativement aux conditions de l'époque. Le peu d'entrain mis dans la révolution le laisserait entendre. Et que l'observation que nous y avons menée ne puisse être extensible à d'autres lieux. Nous ne cherchons pas à le faire; nous avons ouvert une fenêtre sur un cas régional ouvert sur le marché extérieur.

660 | Iean-Yves Marchal

S'il n'est pas évident que « homme de progrès », responsable d'un secteur de « grande culture », ait été synonyme de « bon employeur », se présentant comme chef d'entreprise, au sens moderne où on l'entend de nos jours, notons, cependant, que l'association a pu exister lorsque l'hacendado construisait des habitations décentes pour les familles de salariés qui lui étaient attachés ou qu'il ouvrait une école dans le village à côté, comme certains industriels d'Europe de la même époque. Europe que les hacendados fréquentaient.

Quant à la majorité, qu'en dire? Elle profitait des conditions légales offertes par le régime de Porfirio Díaz, celles que l'on rencontrait également hors du Mexique. Le peón d'ici, le paysan d'ailleurs : quelle différence? Ces gens de la campagne, méprisés, étaient exploités. Ils apportaient leur force physique et c'est bien tout ce qu'on leur demandait. Le citadin n'avait que mépris pour ce peuple campagnard et l'homme instruit pouvait, à la rigueur, être paternaliste, mais pas plus (Weber, 1976). Comme si la situation de la campagne relevait de la nature des choses, de la fatalité! « Chacun à sa place et les cochons seront bien gardés » est un proverbe français de l'époque.

La campagne mexicaine, gérée par les haciendas, n'aurait donc pas été plus mal considérée que la campagne anglaise, française ou espagnole par ceux qui la contrôlaient.

La situation matérielle des paysans d'Europe — de celle du progrès accéléré : l'Europe occidentale, comme de celle restée plus conservatrice : l'Europe méridionale et orientale — a empiré entre 1850 et 1900. La cause principale en a été l'apparition d'un « surpeuplement » rural relatif lié à un essor démographique non accompagné de l'adaptation de la petite agriculture aux conditions nouvelles de la technique et de la commercialisation que, seuls, les grands propriétaires liés au monde de l'argent étaient en mesure d'appliquer. Souvenons-nous des paysans irlandais, qui ne possédaient rien : près d'un million de morts de famine entre 1846 et 1851; ce qui déclencha l'émigration vers les États-Unis, très forte de 1846 à 1860. Et les paysans de Bohême, de Prusse, des pays baltes et d'Italie, qui, eux aussi, émigrent vers les Amériques, terres promises, pour ne pas parler de la condition des moujiks de l'empire russe?

Aujourd'hui, dans la région de Xalapa, quelques vieux racontent leurs souvenirs de paysans ou de fils de paysans *acasillados*. S'ils ont des questions administratives à régler, ils viennent en ville demander l'aide des héritiers de leur ancien « patron ». Qu'est-ce que cela peut bien vouloir signifier?

Cela veut dire que les interventions étatiques qui se sont succédé depuis les années trente, lorsque la révolution s'est enfin apaisée, n'ont pas complètement transformé la condition paysanne. En 1991, la main-d'œuvre indispensable à la collecte des cerises de café autour de Xalapa (elle est faite de familles transportées en camion) est toujours payée « au lance-pierres » et logée dans des *galeras* ouvertes à tout vent. Y aurait-il, donc, antinomie entre « économie » et « développement »?

En 1910, moins de 1000 propriétaires contrôlaient 90 % des terres du Mexique. En 1990, comptons quelque trois millions d'exploitants desquels se détachent 400000 grands propriétaires disposant de capital. Les autres sont, soit indigènes des communautés de montagnes, soit ejidatarios, soit « petits propriétaires », dont certains reçoivent des crédits annuels de campagne. Parmi ces « autres » et toutes catégories confondues, 25 %, appelés « producteurs en transition », pourraient mieux s'intégrer à l'économie de marché si l'État les appuyait d'avantage (?) (SCHETJMAN, 1982; PEPIN LEHALLEUR, à paraître).

CAMBIOS AL EJIDO ■ Rocha



FIG. 1. — « Et en plus, je te laisse la liberté de t'associer avec moi ». Reproduit avec l'aimable autorisation du journal *La Jornada* (8 novembre 1991).

Seul le premier lot (10 à 15 % de l'ensemble) est catalogué comme formé d'« agriculteurs-entrepreneurs efficients », produisant dans des conditions de rentabilité satisfaisantes et se plaçant de manière performante sur le marché d'exportation. Ce sont ces 400 000 entrepreneurs qui sont prêts à entrer dans le Traité de libre-échange (TLC), lequel devrait leur permettre d'être encore plus performants. Une sélection se fera probablement dans la compétition, mais c'est sur cette catégorie-là que s'appuie l'actuel gouvernement mexicain pour négocier avec les États-Unis et le Canada. Responsables politiques et grands propriétaires ruraux appartiennent aux mêmes familles ou, du moins, au même groupe social.

Les autres, n'entrent pas, pour l'instant, en ligne de compte. Au mieux, peuvent-ils espérer bénéficier d'associations avec les producteurs privés. N'est-il pas curieux de constater la distinction faite entre « producteurs » et *ejidatarios*, de même qu'entre marché d'exportation et économie d'autoconsommation, dans les revues mexicaines traitant du monde rural.

À la fin du XIX° siècle, les grands hacendados du Centre-Veracruz étaient moins de trente. En 1990, sous l'appellation de « petits propriétaires », apparaissent quelque 4500 noms desquels moins de 100 sont en mesure de figurer dans la catégorie des producteurs « efficients ». C'est que les uns héritent du siècle précédent et sont dans la vague; les autres, non.

Affaire à suivre. Il est fortement question, en cette fin 1991, de réformer la législation agraire et le système de crédit. Qui en bénéficiera?

BIBLIOGRAPHIE

- AGOSTINA DOMINGUEZ (M.), 1982. La orduña historia de una hacienda del siglo xvIII al xIX, Xalapa, Univ. Veracruzana, CIH, th., multigr.
- BAEZ LANDA (M.), 1982. Cafe y formación regional, Xalapa, Univ. Veracruzana, Centro de Antropología. 182 p. + annexes.
- BAZANT (J.), 1975. Cinco haciendas mexicanas. Tres siglos de vida rural en San Luis Potosi: 1600-1910, México, El Colegio de México, Centro de Estudios Históricos, 229 p.
- Benitez Guevara (S.), 1984. La hacienda Lucas Martin a través de la historia, Xalapa, Univ. Veracruzana, CIH, th.. multigr.
- Bermudez Gorrochotegui (G.). 1987. El mayorazgo de la Higuera, Xalapa-México, Univ. veracruzana, 157 p.
- Boils (G.), 1982. Las casas campesinas en el porfiriato, México, SEP, coll. Cultura, nº 5, 75 p.

- Bracamonte y Sosa (P.), 1990. « Sociedades de sirvientes y uso del espacio en las haciendas de Yucatán : 1800-1860 » in *Historia Mexicana*, vol XI (157) : 53-77.
- CAMBREZY (L.) et LASCURAIN RANGEL (B.), 1991. Cronicas de un territorio fraccionado. De la hacienda al ejido (Centro-Veracruz, Mexico, Cemca-Larousse-Orstom (coéd.), 260 p.
- CANO MANILLA (R.),1989. Prisiones de Valle Nacional, México, Edit. del Gobierno del Tamaulipas, 299 p.
- Chavez-Hita N. (A.), 1987. Esclavos negros en las haciendas azucareras de Córdoba (1690-1830), Xalapa, Univ. Veracruzana, CIH, coll. Historias veracruzanas, nº 4, 189 p.
- Chevalier (F.), 1976. La formación de los latifundios en México. México, Fundo de Cultura Económica.
- Costo VILLEGAS (D., dir.), 1975. Historia moderna de México. El Porfiriato, la vida económica, México, El Colegio de México.
- Credal (éd.), à paraître. Mexique, troisième millénaire, Paris, Credal, coll. Travaux et documents.
- FELIPE LEAL (J.) et HUACUJA ROUNTREE (M.), 1982. Economía y sistema de haciendas en México. La hacienda Pulquera en el cambio. Siglos XVIII al XX, México, Ed. ERA, coll. Problemas de México, 200 p.
- Gerez Fernandez (P.), 1982. Historia del uso del suelo en la zona semiarida poblanaveracruzana, México, UNAM, Fac de Ciencias, tesis, multigr.
- Gonzalez Sierra (J.), 1987. Monopolio del humo, Xalapa, Univ. Veracruzana, CIH, coll. Historias veracruzanas, nº 5, 243 p.
- Heran (F.), 1990. Le bourgeois de Séville. Terre et parenté en Andalousie, Paris, Presses universitaires de France, coll. Ethnologies, 220 p.
- ISAAC (J.), 1961, Cours d'Histoire générale, de 1848 à 1914, Paris, Hachette, 570 p.
- JUAREZ MARTINEZ (A.), 1987. « El trabajo en la hacienda de San Jose de Los Molinis : 1890-1914 », La Palabra y el hombre, n 61, Xalapa.
- KATZ (F.), 1980. La servidumbre agraria en México en la época porfiriana, México, ed. Era.
- KAUTSKY (K.), 1900. La question agraire. Étude sur les tendances de l'agriculture moderne, éd. française, Paris, Bibliothèque socialiste internationale, GIARD et BRIÈRE éd., 460 p.
- MEYER (J.), 1986. « Haciendas y ranchos, peones y campesinos en el porfiriato : algunas estadísticas », *Historia mexicana*, vol 35, nº 3 (139) : 477-509.
- MORENO GARCIA (H.), 1990. « El arrendamiento de haciendas y ranchos en Michoacan, Puruandiro y su region, 1821-1910 » in Origen y evolución de la hacienda en México: siglos XVI al XX, Toluca, El Colegio Mexiquense: 106-114.
- Nickel (H.J.), 1987. Relaciones de trabajo en las haciendas de Puebla y Tlaxcala: 1740-1914, México, Univ. Iberoamericana, Departamento de Historia, 207 p.
- NICKEL (H.J.), 1988. Morfología social de la hacienda mexicana, México, Fondo de Cult. Económico, 473 p.
- Pepin Lehalleur (M.), à paraître. « Un mexique rural post-agrariste pour l'an 2000? » in Credal (éd.), Mexique, troisième millénaire, Paris, Credal, coll. Travaux et Documents.
- Prieto (G.), 1968. Una excursion a Xalapa en 1875, México, Editorial CItlaltepetl, « suma veracruzana », ser. « viajeros », 360 p.
- Schetiman (A.), 1982. Economía campesina y agricultura empresarial. Tipología de productores del agro mexicano, Mexico, Siglo XXI.

- SKERRITT GARDNER (D.), 1989. Una historia agraria en el centro de Veracruz: 1850-1940, Univ. Veracruzana, CIH, coll. Historias veracruzanas, nº 6, 285 p.
- SKERRITT GARDNER (D.), 1990. « Hacienda y modernidad en el centro de Veracruz : siglo XIX » in *Origen y evolución de la hacienda en México : siglos XVI al XX*, Toluca, El Colegio Mexiquense : 136-142.
- Weber (E.), 1976. La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale : 1870-1914, Paris, Fayard, 818 p.
- Wobeser (G. von, éd.) 1983. Formación de la hacienda mexicana, el uso de la tierra y el agua, México, UNAM.